



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

transports sanitaires

Question écrite n° 38824

Texte de la question

M. Jean-Jacques Urvoas attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur les difficultés liées à la mise en oeuvre de la nouvelle convention tiers-payant, liant les artisans taxi à la caisse primaire d'assurance maladie. Cette nouvelle convention stipule que les artisans taxis qui ne bénéficient pas de la convention de 1988, devront, avant de pouvoir adhérer à la nouvelle convention, se prévaloir de deux années d'activité professionnelle. Or, dans nombre de communes rurales, les taxis répondent à un besoin essentiel de service et de proximité de populations souvent isolées et vieillissantes qui devraient, si ces taxis locaux n'étaient pas inclus dans la nouvelle convention, faire appel à des taxis installés dans d'autres cantons, ou devoir subir des hospitalisations faute de moyens de déplacement, ce qui engendrerait des remboursements plus importants pour les caisses. Ce surcoût pourrait être évité par la mise en oeuvre de clauses spécifiques autorisant le conventionnement des taxis nouvellement installés dans les zones rurales et, plus largement, dans les territoires à faible densité médicale et pour lesquels le recours au service des taxis est une nécessité sanitaire. Il lui demande donc, d'une part, de lui indiquer les motivations qui l'ont conduite à l'inscription de cette exigence et, d'autre part, les mesures qu'elle entend prendre afin de permettre un assouplissement de la mise en oeuvre de cette nouvelle convention, dans l'intérêt des patients mais aussi des comptes de la CPAM.

Texte de la réponse

La réglementation relative à la prise en charge par l'assurance maladie des transports effectués en taxi a été modifiée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008. Le régime conventionnel antérieur était facultatif et concernait principalement le tiers payant. Le nouveau régime rend obligatoire le conventionnement avec un organisme local d'assurance maladie pour la prise en charge par l'assurance maladie des frais de transport. Il s'agit d'une mesure de bonne gestion qui aligne le cadre des relations de l'assurance maladie avec les taxis sur celui appliqué aux autres prestataires de service dont elle prend en charge les prestations. La convention locale doit être conforme à la convention type, établie par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie après avis des organisations professionnelles nationales les plus représentatives du secteur, et publiée au Journal officiel le 23 septembre 2008. Le régime conventionnel organise la dispense d'avance de frais et prévoit la négociation d'une décote tarifaire par rapport aux tarifs préfectoraux, variable en fonction de la zone géographique et du type de tarif. Par ailleurs, il conditionne l'accès au conventionnement à une durée d'exercice préalable de deux ans pour les entreprises créées après le 1er juin 2008, comme le prévoit la loi. En revanche, pour les entreprises de taxis qui exerçaient déjà une activité avant cette date, quelle qu'en soit l'ancienneté, cette condition n'existe pas. Le principe d'une régulation du conventionnement est logique et nécessaire, les dépenses de transport en taxi ayant par ailleurs crû pendant plusieurs années de plus de 10 % par an. Cette régulation existe d'ailleurs de longue date sous la forme de quotas pour les véhicules de transport sanitaire. L'entrée en vigueur du dispositif est très récente et n'est complète que depuis le 1er avril 2009. Il n'est donc pas envisagé de le modifier. Le Gouvernement sera toutefois très attentif aux conditions de sa mise en oeuvre et à son impact sur la satisfaction des besoins locaux.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Urvoas](#)

Circonscription : Finistère (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38824

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : Santé, jeunesse, sports et vie associative

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 28 avril 2009

Question publiée le : 23 décembre 2008, page 11078

Réponse publiée le : 5 mai 2009, page 4382